

banditisme (démontage des usines, déportation en masse, répression sauvage contre l'avant-garde).

Nous voyons ici l'antagonisme bureaucratie-prolétariat dans toute son ampleur. Passer sous silence cette politique criminelle du stalinisme, parce que faire le contraire « c'est faire le jeu de l'impérialisme », cacher le rôle contre-révolutionnaire de Tito (à cause du même antagonisme ou de certaines mesures progressives), ce n'est rien d'autre qu'ignorer l'existence du prolétariat et de ses intérêts his-

toriques et borner l'action en la subordonnant à la contradiction entre le capitalisme et l'économie planifiée.

C'est ignorer que dans une situation où la classe ouvrière a pu prendre le pouvoir, la bureaucratie a joué le rôle de bourreau de la révolution.

Cacher ces faits, les esquiver en s'abritant sous le caractère progressif des mesures économiques pour justifier la défense à outrance, c'est renoncer à l'avance à l'offensive révolutionnaire, c'est se condamner à la défaite.

## (II) Défense inconditionnelle de l'U. R. S. S. ? par Palmiro

Il est clair que le caractère de structure de l'U.R.S.S. actuellement repose du point de vue quantitatif sur des formes qualitatives, déterminées par tout un processus de décomposition de l'Etat bureaucratique.

Si nous appliquons la méthode dialectique matérialiste pour déterminer un phénomène politico-économique, nous serons obligés dans le cas de l'U.R.S.S. de ne pas faire abstraction d'un problème que jusqu'à présent on a essayé d'éluider soit à cause du sentimentalisme provoqué par ce que représente la Révolution d'octobre, soit faute d'une analyse correcte pour aborder ce problème de l'U.R.S.S.

Si en général, et nous le savons tous, l'économie détermine la politique, dans le cas de l'U.R.S.S. soumise à cette loi dialectique, Staline et la bureaucratie sont le produit naturel d'une nouvelle situation économique donnée, et qui se reflète dans sa politique de capitulation. Même si cela peut paraître schématique, Staline est un sous-produit de ce que nous appellerions la « négation de la négation » ; ceci nous conduit à penser que le problème de qualification de l'U.R.S.S. du point de vue abstrait, est un sport avec lequel certains esprits se plaisent à se masturber.

Il est donc d'une grande importance de déterminer ou d'examiner le problème de l'U.R.S.S., non pas du point de vue de la défense conditionnée ou inconditionnée de l'U.R.S.S., mais de celui de la valeur quantitative et qualitative de la situation actuelle de l'U.R.S.S. Si en U.R.S.S. le caractère de son économie est actuellement socialiste par le simple fait que la planification subsiste, nous faisons abstraction de la valeur quantitative de la structure actuelle de l'U.R.S.S. et de la qualité de la politique de Staline et de sa bureaucratie ; dans ce cas, le trotskisme, en tant qu'opposition, ne sera autre chose qu'une ligne pour réformer les faiblesses de Staline. Il y a donc deux phénomènes difficilement conciliables. Ceci nous obligerait à adopter, vis-à-vis de l'U.R.S.S. deux politiques où à nous acculer dans une impasse ; il nous reste donc à déterminer si la structure politique et économique de l'U.R.S.S. pèse actuellement plus lourd dans la balance des événements, historiques du point de vue négatif que ce qui reste de progressif de la Révolution d'Octobre.

On veut donner à un Etat le qualificatif de bonapartiste, quand cet Etat ne représente pas le principe pur de son origine. Le bonapartisme naît et meurt ; nous ne concevons pas un état politique statique. Staline peut être Bonaparte, mais poussé par le poids de ses trahisons, devient le Thiers de la Commune.

Est-ce que l'on peut considérer l'U.R.S.S. comme la bastion où se gardent les aspirations socialistes ? Quand on remplace les soviets par une constitution démocratique, quand la liberté religieuse est respectée, quand la plus-value prend sa place dans les affaires privées, quand certaines banques échappent au contrôle de l'état actuel de l'U.R.S.S.

Staline et sa bureaucratie sont liés corps et âme avec la nouvelle situation en Russie ; le problème du défensisme

inconditionné, il faudra l'analyser de ce point de vue, ou de celui d'une agression.

Un conflit armé entre l'U.R.S.S. et les pays anglo-saxons sera provoqué par des intérêts économiques. Il ne s'agit pas de spéculer sur le fait que la guerre aura un caractère idéologique, car comme nous l'avons déjà dit, il faut écarter le fait que l'U.R.S.S. constitue un Etat à part. Si le conflit est provoqué (cas de l'Iran) par l'U.R.S.S. face aux intérêts anglo-saxons, la guerre prendra un caractère nettement impérialiste, donc l'expansion de l'influence de la Russie dans la sphère économique anglo-saxonne n'a pas un caractère spécifiquement révolutionnaire. Comme nous l'avons vu, l'U.R.S.S. s'annexe les pays baltiques, une partie de la Pologne, elle a une influence hégémonique dans les Balkans, l'île Sakhaline prise au Japon, et une grande participation dans les affaires de Mandchourie, sans compter la réquisition des industries mandchoues à titre de réparations de guerre (sans oublier non plus l'occupation en Allemagne). Toute cette extension de l'influence soviétique dans le monde a été suivie de timides mesures démocratiques en Pologne et en Yougoslavie, à la façon des U.S.A. au Japon. Et le problème suivant se trouve posé : Est-ce que Staline peut arrêter ses ambitions aux conquêtes faites dans cette dernière guerre ? Nous répondons : Non. L'économie en U.R.S.S. est très loin d'avoir un caractère socialiste ; c'est pour cela que la bureaucratie avec Staline a besoin de la même chose que Truman et Churchill pour soutenir le système capitaliste. Nous verrons comment de nouveaux conflits seront provoqués sans doute sur le dos de l'impérialisme britannique. Staline découvrira sans doute de revendications sur l'Hindoustan, comme il peut revendiquer à nouveau la question turque ; tout cela en dehors des intérêts de la Révolution. Staline déclencherà la guerre contre les anglo-saxons, parce qu'il est impuissant à provoquer la révolution.

Staline a besoin des pétroles anglais et des charbons de Mandchourie, afin qu'ils soient son propre appui ; Staline revendique la Tripolitaine et dix mille millions payables en cinquante ans, somme qui apparaît bien problématique si elle n'est pas garantie par une participation directe dans l'économie italienne ; tout ceci sur le dos du peuple italien. L'occupation russe en Allemagne est suivie de réquisitions en masse à la façon de Bevin ou de Truman, sans s'inquiéter de savoir si le prolétariat allemand est mûr pour réaliser le socialisme. Si nous envisageons la défense de l'U.R.S.S. en argumentant sur l'existence problématique de l'économie planifiée, ceci équivaut à considérer les « droits de l'homme » comme absolus dans n'importe quelle situation. Il nous est donc posé en conclusion de déterminer si les bases de l'économie socialiste sont toujours debout en U.R.S.S., où si au contraire il n'en reste plus que le nom. S'il en est ainsi comme le prouve notre exposé, notre politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. entrera dans une nouvelle phase ; et nous la déterminerons en suivant les mêmes normes que vis-à-vis des impérialismes, en nous réajustant naturellement aux incidences provoquées par le conflit, par rapport avec la situation révolutionnaire dans le monde.